

TÉMOINS—TÉMOIGNAGE.

Voir “ Assise Criminelle,” 1°, 6°, 7°.
“ Commission Rogatoire.”

Témoins—
Témoignage.

- 1° ADULTERY. CORROBATION. An adulterer who gives evidence of his own adultery is in the same position as an accomplice in a criminal case. It is not necessary that such evidence should be corroborated, but in such cases the Court should direct itself that it is unsafe to accept uncorroborated evidence, although it is at liberty to do so if it feels sure. As the only evidence of the appellant's alleged adultery that was adduced before the Petty Debts Court was that of the alleged adulterer and as it appears that the Judge of that Court did not so direct himself

Témoins—
Témoignage.

before discharging the maintenance order in question, the Court decides to retake the evidence given in the Petty Debts Court. Appeal allowed.

Skelly v. de Mouilpied.

(1963) 2 M.C. 263, 266.

2° APPEL DE LA COUR POUR LA RÉPRESSION DES MOINDRES DÉLITS. “ POLICE COURT (MISCELLANEOUS PROVISIONS) (JERSEY) LAW, 1949.” ARTICLE 20. La Cour déboute un appellant de sa demande qu’il lui soit permis de faire entendre comme témoins à décharge le jour fixé pour vuidance de l’appel certaines personnes qui, quoiqu’elles fussent disponibles, n’avaient pas été appelées à témoigner lors de l’audition de la cause par-devant ladite Cour pour la Répression des Moindres Délits.

P.-G. v. Wadsworth. (1959) 35 P.C. 31.

3° NUMBER OF WITNESSES REQUIRED BY JERSEY LAW TO ESTABLISH A FACT. The Court declares itself unable to accept the contention of an appellant that by the law of Jersey the general rule is that two witnesses are necessary to establish a fact, but that the evidence of one credible witness, whose testimony is corroborated by extrinsic evidence, would be sufficient to establish a fact.

P.-G. v. Davies. (1963) 36 P.C. 139, 141.

4° POURSUITES CRIMINELLES. Selon la pratique constamment suivie en ce bailliage en matière de poursuites criminelles, la Partie Publique a le droit d’interroger un

Centenier au sujet de ce que lui auraient Témoin—
dit des tiers, pourvu que ceux-ci soient Témoinage.
témoins à charge ou décharge.

P.-G. v. Huchet.

(1959) 35 P.C. 11. (As.Cr.)

5° IDEM. Opposition à la lecture d'une lettre que le Procureur-Général prétend être de la main de l'accusé à moins qu'il ne soit établi par la preuve qu'elle est de sa main et prétention qu'il n'est pas loisible, afin d'établir que ladite lettre est de la main de l'accusé, que les hommes et femmes d'Enquête soient appelés à la comparer avec des pièces de la main de l'accusé pour en tirer eux-mêmes leurs conclusions—écartées.

P.-G. v. Huchet.

(1959) 35 P.C. 11. (As.Cr.)

6° IDEM. Opposition à ce que le Procureur-Général interroge un témoin au sujet de questions qui n'avaient pas été soulevées au cours de l'instruction et dont aucune mention n'est faite dans la déposition du témoin écartée.

P.-G. v. Huchet.

(1959) 35 P.C. 11. (As.Cr.)

7° IDEM. Accusation d'avoir tenté d'embaucher un garçon en vue de la commission d'un attentat aux mœurs sur sa personne. Opposition à la production de pièces et effets trouvés soit dans la voiture de l'accusé soit dans son appartement écartée, d'autant, 1°, que

Témoins—
Témoignage.

ceux qui se trouvaient dans la voiture étaient d'une telle nature qu'une personne qui avait l'intention de commettre un tel crime aurait pu s'en servir pour l'aider à le commettre en allumant, soit les passions de la personne avec laquelle il avait l'intention de le commettre, soit les siennes, et, 2°, qu'il y avait connexité entre ceux qui se trouvaient dans l'appartement de l'accusé et le crime à lui imputé.

P.-G. v. Blackman.

(1959) 35 P.C. 52. (As.Cr.)

8° IDEM. Opposition à ce que le Procureur-Général interroge un témoin au sujet de certaines épreuves faites en l'absence de l'accusé dans le but d'établir si ce dernier eût pu, à l'occasion de l'accident dont s'agit, être ébloui par les phares de la voiture conduite par un des témoins et prétention que la question si ou non l'accusé fut ainsi ébloui doit être établie par les témoignages de l'accusé et des autres personnes qui étaient présentes à l'occasion dudit accident et non par des épreuves faites dans des conditions tout à fait différentes. Jugé que les questions opposées ne sont pas faisables.

P.-G. v. Hannam.

(1960) 35 P.C. 78. (As.Cr.)

9° IDEM. Déclarations faites par l'accusé à la police avant qu'il ne fût averti qu'on pourrait les utiliser à titre de preuve. Prétention de l'accusé que telles déclarations sont irrecevables. Vu qu'à cette époque la police ne cherchait qu'à

découvrir l'auteur du crime dont s'agit et qu'elle n'avait pas encore décidé de saisir de fait l'accusé pour avoir commis ledit crime, la Cour écarte la prétention.

Témoins—
Témoignage.

A.-G. v. Henniker et McGowan.

(1962) 35 P.C. 436. (As.Cr.)

10° *IDEM.* Accusation d'avoir reçu, caché ou recélé 48 boîtes de crabe de la marque "Chatka" qui avaient été volées des prémisses occupées par "Le Riche's Stores Ltd." pendant certain intervalle de temps. Opposition au témoignage de trois témoins qui sont appelés à témoigner qu'ils sont marchands en gros pour la vente de crabe de ladite marque et qu'aucunes boîtes de crabe de ladite marque n'ont été volées de leurs prémisses pendant ledit intervalle de temps. Jugé que le témoignage desdits témoins est irrecevable.

P.-G. v. Dutton.

(1962) 35 P.C. 540. (As.Cr.)

11° *IDEM.* "CASE STATED AND APPEAL FROM THE POLICE COURT. DRIVING WHILE UNDER THE INFLUENCE. APPELLANT EXAMINED BY A POLICE DOCTOR. WHETHER EVIDENCE OF POLICE DOCTOR AND OFFICIAL ANALYST ADMISSIBLE. If evidence is relevant it is admissible and the Court is not concerned with how it is obtained, but in a criminal case the judge always has a discretion to disallow evidence if the strict rules of admissibility would operate unfairly against the accused.

The appellant was convicted by the Police Court of driving while under the

Témoins—
Témoignage.

influence of drink on the evidence of the Police Doctor and of the Official Analyst. On his arrest he was taken to the Police Station and asked whether he had any objection to being medically examined, a question which was also put to him by the Police Doctor. He agreed to be examined and signed a form of consent to medical examination. He was not told that he had the right to refuse to submit to the examination and claimed that, as he was not informed of this right, the evidence obtained as a result of the examination should not have been admitted. HELD that it is not in the interests of justice that the police, in investigating whether or not an offence has been committed, should be required, at all stages of the investigation, to inform persons able, but not required, to provide assistance that they are not required to provide the assistance. It is not, however, in the interests of justice that evidence should be obtained by improper means. There was no impropriety in the action of the police in this matter and, in the opinion of the Court, the admission of the evidence of the Police Doctor and the Official Analyst did not operate unfairly against the appellant. The Court, therefore, finds that the magistrate did not wrongly exercise his discretion in admitting the evidence to which objection had been taken. Appeal dismissed."

Re Clarke.

(1963) 36 P.C. 24. ("Case Stated.")

(1963) 36 P.C. 57. ("Appeal.")

- 12° TÉMOIGNAGE QUANT À UN AVIS. TÉMOIGNAGE QUANT À UN FAIT. Lorsque le témoignage d'un témoin est appuyé par la lecture d'un compteur de vitesse ou autre appareil mécanique, son témoignage n'est plus un témoignage quant à un avis mais un témoignage quant à un fait. Jugé que c'est à bon droit que le Juge de la Cour pour la Répression des Moindres Délits a considéré le témoignage d'un seul témoin, appuyé par la lecture du compteur de vitesse de sa propre voiture, comme une preuve à elle suffisante de la culpabilité de l'appelant. Témoins—
Témoignage.

P.-G. v. Alluto. (1960) 35 P.C. 63.

- 13° TÉMOIN ABSENT. Appel de la Cour pour la Répression des Moindres Délits. Lecture donnée des notes prises par le Juge de ladite Cour des dépositions de deux témoins qui sont absents de l'île.

A.-G. v. Skinner. (1959) 35 P.C. 37.

- 14° TÉMOIN ABSENTE QUOIQUE DÛMENT AJOURNÉE La Cour charge le Sergent de Justice de l'ajourner derechef pour le lendemain sous peine d'être saisie de fait et présentée en Justice. Elle ayant comparu, la Cour, après l'avoir entendue dans ses explications, se borne à la reprimander.

Re Le Brun, femme Ruellan. (1960) 2 M.C. 143.

- 15° TÉMOIN SUR SON DÉPART DE L'ÎLE. Sur la demande du Procureur-Général, Sergent de Justice, stipulant l'office de Vicomte, autorisé à prendre sa déposition ; l'accusé

Témoins—
Témoignage.

étant à ce appelé. Subséquemment lecture donnée de ladite déposition. Loi (1864) sur la Procédure Criminelle. Article 66.

Re Scott Warren. Ex parte P.-G.
(1959) 34 P.C. 515, 523.

Re Peach. Ex parte P.-G.
(1962) 35 P.C. 506.

16° IDEM. Sur la demande du Procureur-Général, Sergent de Justice, stipulant l'office de Vicomte, autorisé à prendre sa déposition ; les accusés étant à ce appelés. Subséquemment lecture donnée de ladite déposition. Loi (1864) sur la Procédure Criminelle. Article 66.

Re Nash. Ex parte P.-G.
(1959) 35 P.C. 40, 48.

Re Sauvary. Ex parte P.-G.
(1960) 35 P.C. 196, 197.

Re Long. Ex parte P.-G.
(1963) 36 P.C. 142, 146.

17° IDEM. Sur la demande de l'accusé, Sergent de Justice, stipulant l'office de Vicomte, autorisé à prendre sa déposition ; la partie publique étant à ce appelée. Subséquemment lecture donnée de ladite déposition, sauf les deux dernières questions et les réponses à icelles. Loi (1864) sur la Procédure Criminelle. Article 16.

Re Manson. Ex parte Fry.
(1960) 35 P.C. 179, 197.

18° IDEM. Sur la demande de l'acteur dans une action, Sergent de Justice, stipulant

l'office de Vicomte, autorisé à prendre sa déposition ; la partie étant à ce appelée. Témoins—
Re Evans. Ex parte Wall. Témoignage.

(1960) 252 Ex. 460.

Re Whale et autres. Ex parte Sutherland et uxor.

(1962) 254 Ex. 48.

19° IDEM. Même acte sur la demande de la défenderesse.

Re Jackson. Ex parte "Channel Islands Property Holdings Ltd."

(1961) 253 Ex. 152.

20° TÉMOIN MALADE. Sur la demande de l'actrice dans une action, Sergent de Justice, stipulant l'office de Vicomte, autorisé à prendre sa déposition ; la partie étant à ce appelée.

Re Le Louet. Ex parte Battinson, veuve Ferguson.

(1960) 252 Ex. 453.

21° IDEM. Sur la demande du défendeur dans une action, Sergent de Justice, stipulant l'office de Vicomte, autorisé à prendre sa déposition ; les parties étant à ce appelées.

Re Landick. Ex parte Le Cuirot.

(1960) 252 Ex. 470.

22° IDEM. Sur la demande de l'accusé, Sergent de Justice, stipulant l'office de Vicomte, autorisé à prendre sa déposition ; la partie publique étant à ce appelée. Subséquemment lecture donnée de ladite déposition. Loi (1864) sur la Procédure Criminelle. Article 66.

Re Winters, femme Roche. Ex parte Roche.

(1962) 36 P.C. 5, 18.

Témoins—
Témoignage.

23° TÉMOINS ET INFORMATEURS. LOI DE 1908.
ARTICLE 2. Femme d'un accusé appelée
comme témoin à la requête de l'accusé.
P.-G. v. Cobden. Re Isherwood, femme Cobden.
(1959) 34 P.C. 525.

"Tenancy at
Will."

"TENANCY AT WILL."

Voir "Propriétaires et Locataires."

Testaments.

TESTAMENTS.

Voir "Fidécimmis-Fidécimmissaires," 4°, 9°, 10°.

"Frais."

"Probate (Jersey) Law, 1949."

1° "ANNÉE DE JOUISSANCE" of an executor.
Dividends declared within a year and a day after the death of a testator do not belong to the specific legatee of the shares but may be taken by the executor as part of his "année de jouissance." If, however, provision is made for the remuneration of the executor and he is, accordingly, precluded from taking his legal perquisite, they fall into residue.

Et voir 16°.

Re testament Priston, veuve Terry.

(1963) 254 Ex. 472.

2° THE DEVOLUTION of the personal estate of a testator who dies domiciled in Jersey must be governed by the laws and customs of Jersey.

Wright, veuve Crane, v. "The Millbrook Executor and Trustee Company Ltd." et autres.

Crane, femme Johnson, v. la même société et autres. Re testament Crane.

(1960) 1 P.D. 186.

3° LES FRAIS DE L'EXÉCUTION D'UN TESTAMENT Testaments.

DOIVENT ÊTRE PAYÉS HORS DU TIERS DISPONIBLE DE LA SUCCESSION MOBILIÈRE (La Cloche v. La Cloche, C.R. 1872, Juillet 24, confirmant Ex. 1870, Juin 20).

"The Court, having regard to the above judgment of the Superior Number, holds that the costs of executing the will and codicil of the testator should be paid out of the 'tiers disponible' of his personal estate, but dissents from the view of the executor, accepted by all the parties, that such costs should include the stamp fees paid upon proving the said will and codicil."

Wright, veuve Crane, v. "The Millbrook Executor and Trustee Company Ltd." et autres.

Crane, femme Johnson, v. la même société et autres. Re testament Crane.

(1960) 1 P.D. 186.

4° INCORPORATION OF LISTS BY REFERENCE. In order that a document referred to in a will may be entitled to incorporation, it must have been in existence at the time of the execution of the will that refers to it. The testator's will, dated 31st January, 1961, contained the following paragraph: "I order and direct my Executors to hand the various articles and effects enumerated in a list or lists signed by me and to be found amongst my papers at my death to the several persons mentioned therein." A document dated 2nd February, 1958, headed "For attachment to the last will and testament of me Donald Oscar Russell of 4, Victoria Avenue, St. Helier" was

Testaments.

found amongst the papers of the testator and admitted to probate. In a suit to set aside this document, it was held :—

- (i) that this paragraph clearly refers to another document in a way which, even if ambiguous, clearly does not preclude that document from existing at the date of the will ;
- (ii) that the words thereof connote both the existence of a list and an intention possibly to make another or others ;
- (iii) that the expression by the testator of an intention possibly to make another list or other lists cannot invalidate the one already made and this despite the fact that any such future list or lists would themselves have no validity unless confirmed by a document conforming to the formal requirements of a will ; and
- (iv) that the list should be treated as forming part of the will.

Appeal entered.

Russell et autres v. “ Westminster Bank Executor and Trustee Company (Channel Islands) Ltd.” et autres. Re testament Russell.
(1963) 1 P.D. 215, 235.

5° INTERPRÉTATION. “ By clause 8 of his will a testator gave and bequeathed a legacy of £3,000 and by clause 9 proceeded to give directions for the disposal of the rest and residue of his personal estate.

Held that the legacy must take priority ^{Testaments.} over the legacies directed to be paid out of the rest and residue."

Wright, veuve Crane, v. "The Millbrook Executor and Trustee Co. Ltd." et autres.

Crane, femme Johnson, v. la même société et autres.
Re testament Crane. (1960) 1 P.D. 186.

6° IDEM. "Testator bequeathed an annuity and directed that the investments to be appropriated by the executor of his will in respect of the annuity should be appropriated 'out of the residuary items' of his personal estate. Held that the annuity must rank for payment with the legacies directed to be paid out of the rest and residue of the testator's personal estate."

Wright, veuve Crane, v. "The Millbrook Executor and Trustee Co. Ltd." et autres.

Crane, femme Johnson, v. la même société et autres.
Re testament Crane. (1960) 1 P.D. 186.

7° IDEM. "Testator directs that the income arising from one third of the rest and residue of his personal estate should be paid to his widow for her life or until remarriage, with a gift over to his adopted daughter on the decease or remarriage of his widow. His widow causes his will to be reduced *ad legitimum modum*. Held that, by reason of the principle reaffirmed in *West v. West* (C.R. 1942, May 26th), the widow cannot take any benefits under the will; that the life interest given to the widow

Testaments.

cannot take effect and must be deemed to be out of the way as though she had died immediately after the testator ; and that the gift over to the adopted daughter vested with retrospective effect from the date of the death of the testator.”

Wright, veuve Crane, v. “ The Millbrook Executor and Trustee Co. Ltd.” et autres.

Crane, femme Johnson, v. la même société et autres.
Re testament Crane. (1960) 1 P.D. 186.

8° IDEM. “ Testator directs that the income arising from one third of the rest and residue of his personal estate should be paid to his daughter for her lifetime with a gift over on her decease to such of her children living at her death who, being at her death of the age of nine years and upwards, attain the age of thirty years and such other of her children living at her death who attain the age of twenty-one years, equally amongst all such children. His daughter causes his will to be reduced *ad legitimum modum*. Held (by reason of the principle reaffirmed in *West v. West*, C.R. 1942, May 26th) that the daughter cannot take any benefits under the will ; that the life interest given to the daughter cannot take effect and must be deemed to be out of the way as though she had died immediately after the testator ; and that the gift over to her children vested with retrospective effect from the date of the death of the testator in the three children who had then attained the age of nine years, to the total and final exclusion of

any other children who might thereafter Testaments.
be born to her.”

*Wright, veuve Crane, v. “The Millbrook Executor
and Trustee Co. Ltd.” et autres.*

Crane, femme Johnson, v. la même société et autres.
Re testament Crane. (1960) 1 P.D. 186.

9° IDEM. “A will contained no provision
with regard to the disposal of the income
of the expectant or presumptive share of
certain children between the date of
majority and the date of their attaining
the age of 30 years when they become
entitled to the capital. The Court
directs that after any of such children has
attained his majority, the Executor Com-
pany shall pay the income of his expect-
tant or presumptive share to him until
he attains the age of 30 years.”

*Wright, veuve Crane, v. “The Millbrook Executor
and Trustee Co. Ltd.” et autres.*

Crane, femme Johnson, v. la même société et autres.
Re testament Crane. (1960) 1 P.D. 186.

10° IDEM. “Testator by a separate
clause in his will disposes of one third
of the rest and residue of his personal
estate by directing his executors to pay
the income arising from specific sums to
certain persons during their life with
gifts over of the capital after their death.
The will having been reduced *ad legi-
timum modum* at the suit of the testator’s
daughter, the estate becomes insufficient
to satisfy all the beneficiaries under this
clause in full and the gifts over in favour
of the daughter under this clause cannot
take effect. Held that any capital set

Testaments.

free at the death of any person entitled to income under this clause should be applied for the benefit of the beneficiaries under that clause until they have been paid in full.”

Wright, veuve Crane, v. “The Millbrook Executor and Trustee Co. Ltd.” et autres.

Crane, femme Johnson, v. la même société et autres.
Re testament Crane. (1960) 1 P.D. 186.

11° IDEM.

LEGS DE RÉSIDU DE

SUCCESSION MOBILIÈRE À FIDÉICOMMISSAIRES “upon trust to pay the income arising therefrom to my said wife during her life, and after her death to distribute the said residue amongst my heirs according to law.” Après le décès de la veuve du testateur, JUGÉ que ledit résidu doit être distribué parmi les exécuteurs des testaments et administrateurs des successions des personnes qui étaient les héritiers du testateur au jour de son décès pour le bénéfice de qui de droit, et non parmi les personnes qui auraient été les héritiers du testateur au jour du décès de sa veuve. Frais à prélever sur le gros du résidu.

Re testament Luce. Ex parte “Midland Bank Executor & Trustee Company (Channel Islands) Ltd.” (1960) 253 Ex. 4.

12° QUOTITÉ À RÉSERVE. QUOTITÉ DISPONIBLE.

DROITS DES RÉSERVATAIRES. La conclusion, manifestement juste et équitable, qui découle des jugements dans les causes *Bannister v. Aubin* [(1889) 213 Ex. 379. 10 C.R. 429] et *West et autres v. West* [(1942) 13 C.R. 46, réformant

241 Ex. 415] est qu'une personne qui a fait des démarches judiciaires dans le but d'infirmen en aucun sens les vœux d'un testateur exprimés dans son dernier testament n'est en droit de réclamer aucun avantage à elle attribué par ledit testament. Testaments.

Re testament Craven. Ex parte "Westminster Bank Executor and Trustee Company (Channel Islands) Ltd."
(1959) 252 Ex. 229.

13° IDEM. IDEM. Legs de
meubles et effets à la veuve et legs du résidu de la succession à fidéicommissaires à la charge d'en payer le revenu à la veuve sa vie durant. Testament réduit *ad legitimum modum* à l'instance du fils du *de cuius*. Considérant, qu'une fois qu'un héritier à réserve a fait réduire un testament *ad legitimum modum* il n'est plus question qu'un autre héritier à réserve puisse opter entre les avantages qui auraient pu lui revenir *ex testamento* et ceux qui lui reviendraient *ex lege*; Que dans l'espèce il serait impossible que la veuve, qui n'a fait aucune démarche dans le but d'infirmen les dispositions testamentaires du *de cuius*, opte comme sus est dit, d'autant que les dispositions testamentaires du *de cuius* à son avantage ont été en partie infirmées par les démarches déjà prises par le fils du *de cuius*; Faisant application de ces principes, JUGÉ que la veuve est en droit de réclamer comme veuve sa part légitime de la succession et comme légataire les meubles et effets à elle légués ainsi que

Testaments.

l'usufruit du résidu du tiers disponible, distraction faite tant desdits meubles et effets (et autres legs spécifiques) que de toutes charges quelconques que doit supporter ledit tiers disponible.

Re testament Craven. Ex parte "Westminster Bank Executor and Trustee Company (Channel Islands) Ltd."

(1959) 252 Ex. 229.

14° RÉDUCTION *ad legitimum modum*. "Held that the child of the testator is not by reason of the fact that she has caused his will to be reduced *ad legitimum modum* debarred from taking further benefits from his estate provided that such benefits accrue to her *ex lege* and not *ex testamento*."

Wright, veuve Crane, v. "The Millbrook Executor and Trustee Co. Ltd." et autres.

Crane, femme Johnson, v. la même société et autres. Re testament Crane. (1960) 1 P.D. 186.

15° BEQUEST OF PERSONAL ESTATE DISPOSING OF RESIDUE BY SHARES. Held that if a gift of a share fails it does not, in the absence of a direction in that sense, accrue to the other shares, but goes to the person who would be entitled to the personal estate of the testator had he died intestate.

Wright, veuve Crane v. "The Millbrook Executor and Trustee Co. Ltd." et autres.

Crane, femme Johnson v. la même société et autres. Re testament Crane. (1960) 1 P.D. 186.

16° SAISINE DU LÉGATAIRE. SAISINE DE L'HÉRITIER. SAISINE DE L'EXÉCUTEUR. La propriété des choses léguées, lorsque

ce sont des corps certains, est transférée ^{Testaments.} de plein droit en la personne des légataires dès l'instant de la mort du testateur. Néanmoins la possession des choses léguées demeure pardevers l'héritier, et, comme juste possesseur, il a droit d'en percevoir à son profit les fruits, même depuis l'ouverture du legs, soit particulier, soit universel, jusqu'à ce qu'il en ait saisi le légataire. L'exécuteur est le procureur légal de l'héritier et, en cette qualité, a le droit de percevoir à son profit les fruits de la succession durant l'an et jour de la mort du testateur.

Et voir 1°.

Re testament Priston, veuve Terry.

(1963) 254 Ex. 472.

17° TESTAMENT D'IMMEUBLES FAIT HORS L'ÎLE.

La Cour ordonne l'enregistrement au Registre Public d'une copie d'un testament d'immeubles tel qu'il est contenu dans certaine copie authentique des testaments du défunt émanant du " Masters Office of the Supreme Court of South Africa."

Re Huelin. Ex parte Huelin.

(1959) 472A R.P. 99.

18° TESTAMENT D'IMMEUBLES LOGÉ AU GREFFE
sur la demande du seul héritier lequel y
est légataire universel.

Ex parte De Rue. Re testament Ozouf, veuve De Rue.

(1961) 253 Ex. 257.

Ex parte le 7e Marquis d'Ailesbury. Re testament du 6e Marquis d'Ailesbury.

(1961) 253 Ex. 277.

Trade Marks
(Jersey) Law,
1958.

TRADE MARKS (JERSEY) LAW, 1958.

ARTICLE 10. "PERSON AGGRIEVED." The Court holds that a petitioner company is a "person aggrieved" within the meaning of the said Article.

"*Rothmans Limited*" v. "*The British American Tobacco Company Ltd.*" *Re trade mark "Pall Mall."* (1959) 252 Ex. 281.

"Trading
with the
Enemy Act,
1939."

**"TRADING WITH THE ENEMY ACT,
1939."**

Voir "Sociétés à responsabilité limitée," 9°.

"Trustee
Securities."

"TRUSTEE SECURITIES."

Voir "Matrimonial Causes (Jersey) Law, 1949," 14°.